Mouffok Laura

Ourdani-Nunes Kenza

Synthèse

Ce corpus, composé de deux textes, met un avant un extrait de l’ouvrage de M. Beaud et G. Dostaler, *Le triomphe de l'interventionnisme*, publié en 1993, ainsi qu’un extrait de l’article de l'économiste néo-zélandais Alban William Phillips, *La relation entre chômage et taux de variation des salaires nominaux au Royaume-Unis entre 1861 et 1957* publié en 1958.

Dans un premier temps, M. Beaud et G. Dostaler mettent en exergue le contexte historique et économique ayant favorisé l’acceptation du plein emploi comme objectif prioritaire au Royaume-Unis ainsi que dans d’autres pays occidentaux.

            Alors qu’avant 1943 les idées keynésiennes étaient totalement occultées des débats économiques et politiques, le rapport de la délégation de la Société des Nations, *Le Passage de l’économie de guerre à l’économie de paix* (1943), souligne la nécessité « *d’assurer à la fois la liberté et la possibilité de travailler* » à travers la notion de « *droit au travail* ». Ces idées vont connaître une résonance non-négligeable notamment au Royaume-Uni. Ainsi, précurseur des objectifs relatifs au maintien d’un niveau d’occupation « *élevé et stable* » mis en avant par le gouvernement britannique en 1944, William Beveridge se rattache à une analyse keynésienne du plein emploi. En effet, son rapport *Full Employment in a Free Society* met en avant les apports et évolutions considérables qu’a permis la publication en 1936 de la *Théorie Générale* par J.M.Keynes et insiste sur le « *bouleversement de langage et de la pensée économique* » que cela a entraîné. Bien que W.Beveridge construise un raisonnement qui tend à prôner une « *abolition de la propriété privée des moyens de production* » afin de garantir les objectifs de plein emploi, ses propositions politiques restent tout de même moins radicales : il recommande la mise en place d’une politique budgétaire basée sur « *une socialisation de la demande* » plutôt que sur une « *socialisation de la production* ».

            A une plus petite échelle, le plein emploi s’affirme également comme un objectif premier, notamment dans les pays occidentaux. Dès lors, en 1945, à l’instar du Royaume-Uni l’année précédente, le Canada publie un livre blanc mettant en exergue la nécessité « *d’assurer un niveau élevé et stable de l’emploi et du revenu* » afin « *d’élever les niveaux de vie* ». Ces politiques faisant primer le plein emploi connaissent un véritable éclatement géographique : l’Australie, la Nouvelle-Zélande, les pays européens tels que la France ou encore les Pays-Bas, sous l’impulsion d’économistes comme Ohlin, Myrdal ou encore Tinbergen, vont également adopter des politiques différentes afin de favoriser le plein emploi.

Par ailleurs, ces politiques traversent le Pacifique et se retrouvent au sein du préambule de *l’Employment Ac*t de 1946 qui allègue la responsabilité du gouvernement fédéral concernant la création de « *conditions permettant l’emploi des personnes désireuses de travailler* » afin de garantir au maximum « *l’emploi, la production et le pouvoir d’achat* ». Enfin, au-delà des échelles nationales, l’affirmation de cet objectif de plein emploi s’est également faite dans le cadre d’organisation internationale, telle que les Nations Unies notamment en 1948 lors de la conférence de La Havane.

            Bien que depuis 1943, les politiques économiques mises en place ont été marquées par l’hégémonie des idées keynésiennes en termes de plein emploi, il convient de souligner que Keynes lui-même s’inquiétait des difficultés sous-jacentes à une situation proche du plein emploi. Cette inquiétude sera reprise par l’économiste Joan Robinson en 1935 dans son *Introduction à la théorie de l’emploi* dans laquelle elle souligne le « *rôle important* » que joue une réserve de chômeurs. Ainsi, un certain niveau de chômage permet de « *freiner la tendance à la hausse des salaires nominaux* » et tend à garantir parallèlement une certaine stabilité de la valeur de la monnaie. Dès lors, tout en reconnaissant que le maintien d’un niveau d’inflation stable grâce au chômage est une « *méthode cruelle et coûteuse* », l’autrice souligne tout de même la nécessité de réfléchir aux conséquences d’une situation de plein emploi.

En complément de l’analyse faite par J.Robinson, les mécanismes sous-jacents reliant le taux de variation des salaires nominaux et le niveau de chômage vont être mis en lumière par l'économiste néo-zélandais Alban William Phillips dans son article *La relation entre chômage et taux de variation des salaires nominaux au Royaume-Unis entre 1861 et 1957*(1958). Ainsi, cette analyse distingue 3 grands facteurs susceptibles d’influencer le taux de variation des salaires nominaux. Tout d’abord, l’augmentation de la demande d’un bien à offre donnée tend à faire augmenter le prix de ce même bien. Dès lors, une telle analyse, appliquée au marché du travail, permet d’expliquer les taux de variation des salaires nominaux : lorsque la demande de travail augmente, si le niveau de chômage est faible, les salaires tendent à augmenter. Le deuxième facteur explicatif met en avant le rôle du niveau de chômage dans la détermination des salaires nominaux : un faible niveau de chômage induit un rapport de force favorable aux employés, se traduisant par un salaire plus élevé. Enfin, le dernier facteur explicatif correspond au taux de variation des prix de détail via les ajustements de coût de la vie : ces derniers conduisent à « une hausse des salaires plus importante que celle qui aurait résulté de la tension du marché du travail » et tend à être à l’origine d’une « spirale prix-salaires ».

Dans un second temps, les auteurs s'attèlent à la mise en exergue du processus et des raisons pour lesquelles la politique économique s’est imposée durant les années 50 et 60 dans une perspective de maîtrise de l’économie via l’intervention de l’État.

L’émergence de la nécessité d’une politique économique se fait principalement durant la période d’après-guerre où les états font face à la nécessité de reconstruire leur pays. Ainsi, les voix de Hayek et des opposants à l’interventionnisme sont étouffées au profit des partisans des politiques économiques tels que Hansen qui appelait en 1947 dans *Economic Policy and Full Employment* à la “*reconstruction d’une économie de marché*” face aux nouvelles modalités du capitalisme. Le discours de Hansen s’est vu corroboré par un sous-comité de l’*American Economic Association* qui, dans un texte de 1950, plaide pour l’intervention étatique pour permettre la stabilité des prix et le plein-emploi. Ces politiques économiques portant sur la régulation de la demande comportent un fort ancrage keynésien mais elles sont aussi influencées par les modèles économiques japonais et allemand, nord-européens ou encore le modèle de politique économique hollandais de Jan Tinbergen. Ce dernier influence fortement la logique de mise en place des politiques économiques en développant son célèbre principe selon lequel, pour toute politique économique ayant des objectifs fixés, le nombre d'instruments doit être égal au nombre d'objectifs visés, sans quoi la politique risquerait d'échouer. De plus, il fixe à la politique économique des objectifs variés tels que le plein-emploi, la répartition des richesses ou encore le “*maintien de la paix internationale*”.

Suite aux nombreux progrès statistiques et économétriques au sein de la discipline économique, le pouvoir politique reconnaît la nécessité d’inclure des économistes au sein du processus de décision. Cette reconnaissance forte marque alors le triomphe de l’interventionnisme et de la science économique. C’est dans ce contexte que l’équipe d’économistes conseillère du président développe une nouvelle politique économique appelée la “nouvelle économique” caractérisée par trois principes développés par J.Tobin. Le premier renvoie à “*la mise en œuvre d’instruments de politique macroéconomique en vue d’atteindre certains objectifs économiques réels*”, le deuxième découle de la nécessité de maîtriser la demande pour faire face “*aux faiblesses inhérentes au capitalisme de marché*”. Enfin, le troisième et dernier principe porte sur “la *mise en œuvre combinée de politiques fiscales et monétaires*” auxquelles s’ajoute une troisième politique, celle des revenus dans le cas où ces deux types politiques échouent.

Finalement, un des conseillers, W.Heller, résume la situation en expliquant que cet âge d’or de la science économique et de l’interventionnisme incarné par la “nouvelle économique” n’est en fait que la concrétisation de la révolution keynésienne via l’apport d’économistes comme Hansen, Kuznets ou Samuelson. A cela s’ajoute le processus de modernisation des instruments de la discipline économique permettant une maîtrise de l’économie par les pouvoirs politiques pour atteindre leurs objectifs économiques aujourd’hui défait de leur ancrage keynésien.

Questions :

* Dans quelle mesure le taux de chômage est-il un facteur stabilisateur de l’économie ? Quels liens pouvons-nous faire entre la modélisation de la courbe de Phillips et l’analyse de Joan Robinson ?
* Qu’est ce qui explique le triomphe de cet interventionnisme alors même que les voix des opposants comme Hayek ont largement influencé la science économique à l’époque ?